

ENTRE BOUTIQUE ET MYSTIQUE

LA POLITIQUE VUE PAR LES CHRÉTIENS

« Mes frères, vous êtes de bons chrétiens ; vous êtes aussi des démocrates : c'est pourquoi vous aurez à cœur de voter ce dimanche pour un candidat démocrate-chrétien ».

C'est dans *Divorce à l'italienne*, si mes souvenirs sont bons, qu'on voit prêcher ainsi, dans les années soixante, le curé d'un petit village sicilien. Le brave homme était sincère : c'est en fidélité à ce qu'il croyait être son devoir qu'il agissait ainsi. Pour autant, et sans trop en être conscient, il alimentait la boutique d'un parti politique avec lequel les Italiens ont depuis rompu – et de quelle façon ! Du coup, je ne suis pas sûr que les jeunes générations comprennent bien le sel de cette scène. Surtout en France, pays de vieille tradition laïque. Il y a belle lurette en effet que, chez nous, les cathos ne prennent plus conseil de Monsieur le Curé avant de passer aux urnes. Tout comme Monsieur le Curé a cessé depuis bien longtemps de donner des consignes de vote. Les fidèles ont ainsi été renvoyés à leur liberté – la sainte liberté qui est l'apanage de tous les enfants de Dieu. Qui s'en plaindrait ?



Il n'est pas sûr pourtant que, dans leur for intérieur, tous aient décidément rompu avec de vieux réflexes hérités du cléricalisme. Et particulièrement avec celui qui consiste à identifier en politique un camp avec le camp du Bien et l'autre avec le camp du Mal. Surtout lorsque le système électoral conduit au bipartisme, la pente est toute naturelle : qui peut prétendre ne l'avoir jamais suivie ? Le parti que j'ai choisi en conscience, comment ne pas l'identifier au Bien ? Et comment ne pas me scandaliser que des frères avec qui je partage les mêmes valeurs – et surtout la même foi – s'égarent et choisissent un autre parti ? La tentation est grande, alors, de prendre Dieu à témoin de ce scandale, jusqu'à l'enrôler dans le camp que l'on a choisi. Ce camp, décidément, ne peut être que celui où se construit son Royaume – ou sa Cité, c'est tout un. Tandis que le camp adverse, grevé de tout un poids d'injustice (et de péché), est celui de la Cité terrestre.

Mais c'est là oublier ce qu'Augustin nous a appris dans sa *Cité de Dieu*, précisément : les deux Cités sont enlacées, inextricablement mêlées, jusqu'à la fin de l'aventure humaine. Ce qui est transposer dans l'histoire (et donc dans le domaine politique) la parabole de l'ivraie et du bon grain (*Matthieu 13,24-30*). Car ces deux plantes, elles aussi, croissent inextricablement mêlées, et ce n'est qu'au terme de la moisson que le Maître du champ pourra les identifier et les trier. Se pénétrer de cet enseignement, c'est s'interdire tout jugement trop arrêté sur le temps présent, qui est celui de la germination – et non de la moisson.

Du reste, la théologie n'est pas seule à nous inviter à une telle prudence. Elle est rejointe en cela par l'histoire, qui montre assez que les fruits ne passent pas toujours la promesse des fleurs. Voir ainsi la révocation de l'Édit de Nantes par Louis XIV, que l'Église gallicane avait tenue pour une victoire de la vraie foi sur la R.P.R., le sigle que l'on employait à l'époque pour désigner « la religion prétendue réformée ». Ou, à l'inverse, la Loi de séparation des Églises et de l'État, dans laquelle les catholiques avaient vu en 1905 le triomphe de l'Antéchrist, pas moins. Le bon grain, vraiment, dans un cas, et l'ivraie dans l'autre ? (Noter que l'on pourrait prendre des exemples plus récents, mais à rappeler des débats encore brûlants, je craindrais de raviver des blessures).

Pour autant, s'interdire tout jugement trop hâtif sur le présent et ses enjeux politiques n'est pas s'interdire tout discernement. Les chrétiens le savent bien, qui ont reçu de leur Seigneur le commandement de « scruter les signes des temps » (*Matthieu 16, 3*). Et s'en remettre avec confiance au jugement que portera le Maître au temps de la moisson ne vaut pas pour eux invitation à rester les bras croisés. À preuve, le discours que ce Maître

tiendra alors si l'on en croit l'*Évangile de Matthieu* (25, 35-36) : il y reconnaîtra comme siens ceux qui ont accueilli l'étranger, visité les prisonniers, nourri les affamés.

C'est parce que ce discours n'était pas pour eux lettre morte que des hommes comme Péguy, Bernanos ou Mauriac ont défendu l'innocence de Dreyfus, dénoncé le massacre des républicains espagnols par les croisés de Franco, soutenu les peuples colonisés dans leur lutte pour l'indépendance. Tout cela au grand dam des « bien pensants » contre lesquels ils ont hardiment ferrailé et dont beaucoup, pourtant, professaient la même foi qu'eux. À cause de la mystique qui les animait, ces rudes bretteurs ont ainsi relevé l'honneur compromis du nom chrétien et l'ont porté très haut. En cela, ils ont fait de la politique, au sens le plus noble de ce terme, tant il est vrai, comme le disait Péguy à propos de son engagement au côté de Dreyfus, que « c'est encore le mystique qui nourrit la politique même ». Ce qui n'empêche pas le même Péguy, écœuré des combinaisons partisans auxquelles avait donné lieu le triomphe des dreyfusards, d'avoir noté également que « tout commence en mystique et finit en politique » – au sens le plus médiocre du terme cette fois.

Bref, que l'on écrive le mot avec un petit ou un grand *P*, il est impossible au chrétien comme au citoyen de se dérober face à la politique et ses enjeux. « *Nous sommes embarqués* », comme disait Pascal. Que l'actualité de ce printemps 2007 soit là pour nous le rappeler constitue bien un « signe des temps ».

Benoît LAMBERT